

<https://www.ricochets.cc/EDF-coute-a-la-France-un-pognon-de-dingue.html>



# EDF coûte à la France Â« un pognon de dingue Â»

- Les Articles -



Date de mise en ligne : vendredi 8 mai 2020

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

## EDF : Tous les feux sont à l'orange, voire au rouge.

Fin 2019 la dette nette d'EDF s'établissait à 41,1 milliards d'euros !

*Par Rédaction Coordination anti-nucléaire du Sud-Est  
le mercredi 29 avril 2020*

*L'Etat (et donc les contribuables) va-t-il encore renflouer EDF d'ici la fin de l'année pour lui éviter la faillite ? Après lui avoir déjà octroyé 3 milliards en 2017 (et aussi 7 milliards à Orano-Areva) la situation financière du nucléariste est telle que c'est la bérézina. Fin 2019, sa dette nette s'établissait à 41,1 milliards d'euros et augmentera encore de 10,6 milliards d'euros d'ici 2022. Son ratio dette nette sur Ebitda prévu à 2,46 pourrait grimper à 3,3 en 2020 et même 3,2 en 2021, bien au-delà des objectifs de 2,6 et 2,7 annoncés. Les agences de notation se préparent à dégrader l'électricien. Une nouvelle augmentation de capital de 4 milliards d'euros serait nécessaire. Le nucléaire coûte "un pognon de dingue".*

—

La chute des prix du Kwh sur les marchés de gros enclenchée depuis plusieurs années et accentuée ses derniers mois, la baisse de la demande d'électricité de près de 20% et la maintenance de centrales atomiques perturbée par le virus covid-19 conduisent au plus bas niveau de production nucléaire française depuis trente ans. Mais l'échec de l' EPR de Flamanville (Manche), un nouveau retard d'un an de l'EPR britannique d'Hinkley Point, la réduction des objectifs de ventes de réacteurs avaient déjà fortement dégradé la situation d'EDF et précipité un peu plus le nucléariste dans des difficultés financières.

Fin 2019, la dette nette d'EDF s'établissait à 41,1 milliards d'euros et son ratio dette nette sur Ebitda à 2,46. Malgré qu'EDF ait déjà bénéficié début 2017 d'une augmentation de capital de quelque 4 milliards d'euros dont 3 milliards apportés par l'Etat donc les contribuables français. Selon l'intermédiaire Morningstar, ce ratio atteindrait même 3,3 en 2020 et 3,2 en 2021, des niveaux bien au-delà des objectifs annoncés par les pontes de l'entreprise de 2,6 et 2,7, quelques semaines avant la propagation du coronavirus. Moody's menace de dégrader sa note (A ), et une autre agence de notation a déjà envisagé en octobre de baisser la note d'EDF de "A-" à "négative".

La perte de trésorerie (cash flow) se traduira par une augmentation de la dette nette de 10,6 milliards d'euros d'ici 2022. Voire plus si des dividendes étaient versés aux actionnaires. En grande difficulté, EDF ne peut donc que renoncer à ses objectifs financier et de profit pour 2020 et 2021 et appelle déjà de ses vœux une nécessaire recapitalisation pour fin 2020, même si fin 2019 l'entreprise disposait encore de 22,8 milliards d'euros de liquidités ou d'actifs financiers liquides et de 10,3 milliards d'euros de lignes de crédit.

## "Tous les feux à l'orange, voire au rouge" . Qui va payer ?

Sans nul doute l'Etat français - c'est à dire les contribuables - qui détient 83,6% du capital de l'électricien. Et le plan de détournement de 20 milliards d'euros de fonds publics nommé "de soutien aux grandes entreprises (privées)" sous prétexte de coronavirus autorisera un tour de passe-passe du même ordre. Les technocrates pourront toujours

## EDF coûte à la France Â« un pognon de dingue Â»

se justifier par le retard dans la réforme de la régulation du nucléaire français censée permettre de garantir la couverture des coûts d'EDF qui espérait une mise en oeuvre début 2022. Et comme la restructuration d'EDF prévoyant la création d'une entité isolant le nucléaire du reste du groupe et l'ouverture au privé du capital des activités liées à la transition énergétique, risque elle aussi d'être retardée par ce report de la réforme de la régulation : les choses vont de mal en pis.

Pour une source (anonyme) proche de la Direction du groupe : "La situation actuelle n'est pas pérenne car une partie de nos investissements ne nous rapporte rien, ce qui nous oblige à creuser la dette. Je pense que, fin 2020, on dépassera l'objectif de ratio dette sur Ebitda de 2,7 fois. Une fois ce ratio franchi, on sera dégradé par les agences de notation, ce qui augmentera le coût de l'emprunt. C'est ce qui précipite petit à petit les difficultés de la boîte. Tous les feux se mettent à l'orange, voire au rouge."

Et, selon la loi du marché, les vautours rôdent

Justifiant du cas de « force majeure » de la pandémie de Covid-19, les concurrents d'EDF, tels ekWateur et Total Direct Energie (filiale du géant pétrolier) veulent rendre leurs stocks d'électricité nucléaire précommandés dans le cadre de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique/Arenh [\[1\]](#) et devenus inutiles à cause de l'arrêt de l'activité due à la pandémie. En effet le prix de l'Arenh (42 euros le MWh) est aujourd'hui deux fois plus élevé que celui du marché européen notamment par ce que les énergies renouvelables deviennent moins coûteuses et nécessitent moins d'investissements. Déjà en 2011, Engie réclamait que le prix du tarif régulé tombe à 35 euros.

Pour EDF il s'agit là de centaines de millions d'euros qui sont en jeu. Evidemment l'électricien refuse ce marché de dupes qui ferait peser sur EDF la totalité des risques économiques car, quoiqu'on en pense, le nucléaire coûte cher. Notamment l'entêtement à vouloir faire perdurer un parc atomique obsolète et dégradé dont la prolongation coûterait des milliards tout comme la gestion des déchets radioactifs insuffisamment provisionnée. La Commission de régulation de l'énergie et le Conseil d'Etat ont débouté Total de sa demande mais ne s'avouant pas vaincu dans son bras de fer la filiale du pétrolier a saisi le tribunal de commerce de Paris.



EDF est à la croisée des chemins : soit elle tourne définitivement la page du nucléaire tout en assumant ses responsabilités dans les déchets nucléaires et le démantèlement à terme des installations atomiques pour s'engager sur la voie de la production décentralisée d'énergies renouvelables ; soit elle entraîne toute la nation dans son suicide. [\[2\]](#)



Images : accident nucléaire de Tchernobyl

*Post-scriptum :*

*Commentaires EM :*

*NE : 41 milliards d'Euros. Cette somme monstrueuse, ce Â« pognon de dingue Â», largement supérieur au Â« déficit Â» de la sécurité sociale, est très largement sous évalué. En effet, ne sont pas pris en compte les dégâts environnementaux, à court et long terme. Pas pris en compte les coûts d'opportunité : ce qu'on aurait pu faire de mieux avec tout ce pognon, comme de réorienter notre économie et devancer l'avenir. Non pris en compte également, le coût d'une catastrophe, dont la probabilité est chaque jour plus grande. En sachant que ne s'est jamais produit la catastrophe terminale, l'enfoncement du corium dans la croûte terrestre, ce qui pourrait rendre la planète inhabitable.*

Par ailleurs, Mme Célia de Lavergne est une nucléariste convaincue. Quand ce type de position deviendra-t-il juridiquement condamnable ? Dès l'accident prochain !

---

[1] Un mécanisme créé en 2010 pour que les concurrents d'EDF bénéficient de son électricité très compétitive grâce à des centrales en partie amorties.

[2] La Programmation Pluri-annuelle de Energie, établit par un Etat aux services des intérêts des lobby tente par la théorie de la mobilité de s'aligner sur les desideratas de EDF et de sauver l'insauvable. Ce plan idiot, dont les hypothèses économiques sont fausses car n'intégrant pas notamment la baisse réelle de la consommation électrique, prévoit la mise sur les routes de 600 000 véhicules électriques particuliers en 2023 et 3 millions en 2028. Quelque 100 000 points de recharge seraient installés dans les trois prochaines années, ainsi qu'une centaine de stations d'hydrogène. Histoire de faire turbiner les centrales atomiques. L'article 1er de la PPE renvoie à une note de bas de page, qui elle-même renvoie à un texte publié sur Internet. C'est là que les dispositions concernant le nucléaire, notamment, sont détaillées. Mais il n'y a aucune publication au Journal officiel de ce dernier texte. Le gouvernement s'installe dans la magouille. A tel point que les objectifs de la première [PPE en matière de baisse de la pollution n'ont jamais été respectés](#).